

(N° 363)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1924.

Projet de loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire
et de procédure ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE ⁽²⁾, PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

La loi du 25 octobre 1919, prorogée plusieurs fois, cessera de sortir ses effets le 1^{er} octobre 1924.

M. le Ministre de la Justice avait déposé, le 10 janvier 1923, un projet de loi relatif à une réforme générale de l'organisation judiciaire et de la procédure.

La Commission de la Justice s'est rendue compte, tout de suite, que ce projet bouleverserait l'organisation judiciaire actuelle; qu'il était prudent d'y aller par étapes; et, enfin, que les opinions diverses et très opposées qui se sont fait jour rendaient difficile l'examen rapide et le vote prochain de tout le projet.

Mais, à raison du caractère temporaire de la loi qui nous régit, la Commission propose la prorogation de la loi du 25 octobre 1919.

Elle désire cependant que certains amendements soient apportés aux textes qui fixent la compétence du juge unique.

Elle a pensé, d'autre part, qu'à raison de la dévalorisation du franc on pourrait, bien que ce ne soit pas l'objet de la loi de prorogation, profiter de l'occasion pour élargir la compétence du juge de paix.

Cette extension, qui n'aurait rien de provisoire, s'impose avec un caractère d'urgence : les frais de justice sont élevés, l'argent a considérablement diminué de valeur et la justice doit être accessible à tous.

(1) Projet de loi, n° 303.

(2) Composition de la *Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle* : MM. BRUNET, président, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGEY, HALLET, JENNISSEN, MEYSMANS, NEVEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN et VAN DIEVOET.

I. — *Du juge unique.*

Il ne s'agit donc pas de discuter le principe même de cette institution.

La Commission, sans se prononcer, considère que l'expérience continue.

Elle propose seulement les restrictions qui suivent à la compétence du juge unique. Elles ont déjà été indiquées dans le rapport que nous avons eu l'honneur de déposer sur le bureau l'an dernier.

Le système de la loi du 25 octobre 1919 est de réserver au juge unique certaines demandes, dans lesquelles le ministère public doit donner son avis. Mais de ces causes seraient plus utilement renvoyées à une chambre à trois juges : les divorces et les séparations de corps et de biens qui touchent au lien familial même ; les actions civiles du chef de délit de presse, dans lesquelles le magistrat seul, sera ou suspect ou gêné dans son action.

Et la Commission, en admettant la prorogation, souhaite que l'article 3 de la loi du 23 octobre 1919 soit rédigé comme suit :

« Dans les tribunaux de première instance, les chambres composées d'un seul juge connaissent des causes qui leur sont renvoyées par le président du tribunal soit d'office, soit à la demande des avoués des parties. Sont réservés cependant aux chambres composées de trois juges : 1° les divorces et séparations de corps ; 2° les actions civiles mues à raison d'un délit de presse. »

Ce système est beaucoup plus large : il supprime toute controverse et il permet le renvoi devant le juge unique de toute action — sauf celles qui sont réservées — sur la seule demande des parties ou d'office.

II. *Du juge de paix.*

La Commission est d'avis que la compétence générale du juge de paix soit élargie, afin de l'adapter aux circonstances actuelles.

La compétence d'avant guerre, au chiffre de 600 francs, au coefficient 4.5 généralement accepté, donnerait 2,700 francs.

Aussi la Commission a-t-elle été unanime à proposer la rédaction suivante de l'article 2 :

« Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 2,500 francs ».

La Commission a aussi estimé qu'il y avait lieu d'adapter à la nouvelle valeur du franc l'article 2 de la loi du 12 août 1914, devenu l'article 2^{bis} de la loi du 25 mars 1876 ainsi conçu :

« Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

» Ils connaissent, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire

fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce.

» Ils statuent en premier ou en dernier ressort suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 ci-après, dépasse ou ne dépasse pas 100 francs ».

L'esprit du législateur de 1911 était de faciliter les demandes en pension alimentaire et il apparaît bien de manière évidente que la pension de 600 francs sera très rarement suffisante, elle est en dessous du taux de la pension gratuite à charge de l'État.

La Commission propose donc le texte suivant :

« Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 2,500 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

» Ils connaissent dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce.

» Ils statuent en premier ou en dernier ressort suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 ci-après, dépasse ou ne dépasse pas 100 francs.

Si la Chambre adopte la proposition de la Commission, le titre de la loi devra être rédigé comme suit : Loi prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et de procédure et modifiant le taux de la compétence des juges de paix.

Le Rapporteur,

I. SINZOT.

Le Président,

ÉMILE BRUNET.

Amendements proposés par la Commission.

ART. 2 (nouveau).

La disposition n° III de l'article unique de la loi du 25 octobre 1919 est modifiée comme suit :

Dans les tribunaux de première instance, les chambres composées d'un seul juge connaissent des causes qui leur sont renvoyées par le Président du tribunal soit d'office, soit à la demande des avoués des parties.

Sont réservés cependant aux cham-

Amendementen voorgesteld door de Commissie.

ARTIKEL 2 (nieuw).

Het bepaalde in n° III van het eenig artikel der wet van 25 October 1919 wordt gewijzigd als volgt :

In de rechtbanken van eersten aanleg nemen de kamers, bestaande uit ééne rechter, kennis van de zaken welke naar die kamers worden verwezen door den Voorzitter der rechtbank hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de pleitbezorgers der partijen.

Aan de kamers bestaande uit drie

bres composées de trois juges : 1° les divorces et séparations de corps; 2° les actions civiles mues à raison d'un délit de presse.

ART. 3 (nouveau).

L'article 2 de la loi du 25 mars 1876 (art. 1^{er} de la loi du 12 août 1911) est modifié comme suit :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 2,500 francs.

ART. 4 (nouveau).

L'article 2^{bis} de la loi du 25 mars 1876 (art. 2 de la loi du 12 août 1911) est modifié comme suit :

Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 2,500 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

Ils connaissent, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire, fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce.

Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 ci-après qualifié, dépasse ou ne dépasse pas 100 francs.

rechters worden echter voorbehouden : 1° de echtscheidingen en de scheidingen van tafel en bed; 2° de burgerlijke rechtsvorderingen aangebracht wegens een persdelict.

ART. 3 (nieuw).

Artikel 2 der wet van 25 Maart 1876 (art. 1 der wet van 12 Augustus 1911) wordt gewijzigd als volgt :

De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg, tot eene waarde van 100 frank, en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 2,500 frank.

ART. 4 (nieuw).

Artikel 2^{bis} der wet van 25 Maart 1876 (art. 2 der wet van 12 Augustus 1911) wordt gewijzigd als volgt :

De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 2,500 frank par jaar bedragen en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

Binnen dezelfde grenzen nemen zij kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, gegrond op de artikelen 212 en 214 van het Burgerlijk Wetboek, indien deze eischen niet in verband staan met eene rechtsvordering tot scheiding van tafel en bed of met eene rechtsvordering tot echtscheiding.

Zij doen uitspraak in eersten of in hoogsten aanleg, naar gelang dat het beloop van den eisch, overeenkomstig het hierna volgende artikel 27 bepaald, al of niet 100 frank overschrijdt.

(Nr 363)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JULI 1924.

Wetsontwerp tot verlenging van den geldigheidsduur der tijdelijke wetten op de rechterlijke inrichting en de rechtsvordering ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VAN DE JUSTITIE EN DE
BURGERLIJKE EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING ⁽²⁾ UITGE-
BRACHT DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN,

De wet van 25 October 1919, wier geldigheidsduur herhaaldelijk werd verlengd, zal ophouden van kracht te zijn op 1 October 1924.

Op 10 Januari 1923, had de Minister van Justitie een wetsontwerp ingediend betreffende een algemeene hervorming van de rechterlijke inrichting en de rechtsvordering.

De Commissie van de Justitie heeft zich dadelijk rekenschap gegeven dat dit ontwerp de bestaande rechterlijke inrichting zou overhoop werpen; dat het voorzichtig was stapsgewijze vooruit te gaan; en, eindelijk, dat de onderscheidene en zeer tegenover elkaar staande zienswijzen welke zich geopenbaard hebben, het spoedig onderzoek en de aanneming van geheel het ontwerp moeilijk zouden maken. Doch wegens het tijdelijk karakter van de huidige wet, stelt de Commissie voor den geldigheidsduur der wet van 25 October 1919 te verlengen.

Zij wenscht echter dat zekere wijzigingen zouden worden toegebracht aan de teksten waarbij de bevoegdheid van den alleensprekenden rechter wordt vastgesteld.

(1) Wetsontwerp, nr 303.

(2) De Bestendige commissie van de Justitie en de burgerlijke en strafrechtelijke wetgeving : de heeren BRUNET, voorzitter, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGÉY, HALLET, JENNISSEN, MEYSNANS, NEVEN, PONGELET, SINZOT, SOUDAN en VAN DIEVOET.

Zij dacht, anderdeels, dat, wegens de waardeverlaging van den frank, men — hoewel dit niet het voorwerp is van de verlengingswet —, van de gelegenheid zou kunnen gebruik maken om de bevoegdheid van de vrederechters uit te breiden.

Die uitbreiding, welke geenszins voorloopig zou moeten zijn, is van hoogdringenden aard : de gerechtskosten zijn hoog, het geld is aanzienlijk in waarde gedaald en het gerecht moet ter beschikking zijn van iedereen.

I. — *De alleensprekende rechter.*

Het betreft dus niet het beginsel zelf van deze inrichting te bespreken.

Zonder uitspraak te willen doen, houdt de Commissie er aan dat de proefneming worde voortgezet.

Zij stelt alleen voor de volgende beperkingen te brengen aan de bevoegdheid van den alleensprekenden rechter. Zij werden reeds aangegeven in het verslag dat wij de eer hadden, verleden jaar, in te dienen.

Het stelsel der wet van 25 October 1919 bestaat er in, aan den alleensprekenden rechter sommige eischen voor te behouden, waarover het openbaar ministerie zijn advies moet geven. Doch onder die zaken zouden met meer nut worden verwezen naar een kamer met drie rechters : de echtscheidingen en de scheidingen van tafel en bed en die van goederen, welke den gezinsband zelf raken; de burgerlijke rechtsvorderingen uit hoofde van persdelict, waarin de magistraat, alleen, ofwel verdacht of in zijn optreden gehinderd wordt.

En de Commissie, de verlenging aannemende, wenscht dat artikel 3 der wet van 23 October 1919 zou luiden als volgt :

» In de rechtbanken van eersten aanleg nemen de kamers, bestaande uit éénen rechter, kennis van de zaken welke naar die kamers worden verwezen door den voorzitter der rechtbank hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de pleitbezorgers der partijen.

» Aan de kamers bestaande uit drie rechters worden echter voorbehouden : 1° de echtscheidingen en de scheidingen van tafel en bed; 2° de burgerlijke rechtsvorderingen aangebracht wegens een persdelict. »

Dit stelsel is veel ruimer : het doet alle betwistingen verdwijnen en laat de verwijzing toe voor den alleensprekenden rechter van alle rechtsvordering — behalve die welke voorbehouden zijn — op eenvoudige aanvraag van partijen ofwel ambtshalve.

II. — *De Vrederechter.*

De Commissie is van gevoelen dat de algemeene bevoegdheid van den vrederechter zou verruimd worden, ten einde deze aan de huidige omstandigheden aan te passen.

De bevoegdheid van vóór den oorlog, met het cijfer van 600 frank, met den coëfficiënt die gemeenlijk wordt aangenomen, zou 2,700 frank maken.

Ook was de Commissie eenparig om artikel 2 te doen luiden als volgt :

« De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen in hoogsten aanleg, tot eene waarde van 100 frank, en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 2,500 frank. »

De Commissie was ook van gevoelen dat het noodig was aan de nieuwe waarde van den frank aan te passen artikel 2 der wet van 12 Augustus 1911, dat artikel 2^{bis} geworden is der wet van 25 Maart 1876 luidende :

« De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 600 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

» Binnen dezelfde grenzen nemen zij kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, gegrond op de artikelen 212 en 214 van het Burgerlijk Wetboek, indien deze eischen niet in verband staan met eene rechtsvordering tot echtscheiding.

» Zij doen uitspraak in eersten of in hoogsten aanleg, naar gelang dat het beloop van den eisch overeenkomstig het hierna volgende artikel 27 bepaald, al of niet 100 frank overschrijdt. »

Het inzicht van den wetgever van 1911 was, de eischen tot onderhoudsmiddelen te vergemakkelijken en het blijkt oogenschoonlijk dat het onderhoudsgeld van 600 frank zeer zelden toereikend zal zijn, het is beneden het beloop van het kosteloos onderhoudsgeld ten laste van den Staat.

De Commissie stelt dus den volgenden tekst voor :

« De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 2,500 frank per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

» Binnen dezelfde grenzen nemen zij kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, gegrond op de artikelen 212 en 214 van het Burgerlijk Wetboek, indien deze eischen niet in verband staan met eene rechtsvordering tot scheiding van tafel en bed of met eene rechtsvordering tot echtscheiding.

« Zij doen uitspraak in eersten of in hoogsten aanleg, naar gelang dat het beloop van den eisch overeenkomstig het hierna volgende artikel 27 bepaald, al of niet 100 frank overschrijdt. »

Indien de Kamer het voorstel der Commissie aanneemt, zal de titel der wet moeten gewijzigd worden als volgt : « Wetsontwerp tot verlenging van de tijdelijke wetten op de rechterlijke inrichting en de rechtsvordering, *alsmede tot wijziging van de bevoegdheid der Vrederechters* ».

De Verslaggever,

I. SINZOT.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET

**Amendements
proposés par la Commission.**

ART. 2 (nouveau).

La disposition n° III de l'article unique de la loi du 25 octobre 1919 est modifiée comme suit :

Dans les tribunaux de première instance, les chambres composées d'un seul juge connaissent des causes qui leur sont renvoyées par le Président du tribunal soit d'office, soit à la demande des avoués des parties.

Sont réservés cependant aux chambres composées de trois juges : 1° les divorces et séparations de corps; 2° les actions civiles mues à raison d'un délit de presse.

ART. 3 (nouveau).

L'article 2 de la loi du 25 mars 1876 (art. 1^{er} de la loi du 12 août 1911) est modifié comme suit :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 2,500 francs.

ART. 4 (nouveau).

L'article 2^{bis} de la loi du 25 mars 1876 (art. 2 de la loi du 12 août 1911) est modifié comme suit :

Les juges de paix connaissent des demandes en pension alimentaire n'ex-cédant pas en totalité 2,500 francs par

**Amendementen
voorgesteld door de Commissie**

ARTIKEL 2 (nieuw)

Het bepaalde in n° III van het eenig artikel der wet van 25 October 1919 wordt gewijzigd als volgt :

In de rechtbanken van eersten aanleg nemen de kamers, bestaande uit éenen rechter, kennis van de zaken welke naar die kamers worden verwezen door den Voorzitter der rechtbank hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de pleitbezorgers der partijen.

Aan de kamers bestaande uit drie rechters worden echter voorbehouden : 1° de echtscheidingen en de scheidingen van tafel en bed; 2° de burgerlijke rechtsvorderingen aangebracht wegens een persdelict.

ART. 3 (nieuw).

Artikel 2 der wet van 25 Maart 1876 (art. 1 der wet van 12 Augustus 1911) wordt gewijzigd als volgt :

De vrederechters nemen kennis van al de burgerlijke rechtsvorderingen, in hoogsten aanleg, tot eene waarde van 100 frank, en, in eersten aanleg, tot eene waarde van 2,500 frank.

ART. 4 (nieuw).

Artikel 2^{bis} der wet van 25 Maart 1876 (art. 2 der wet van 12 Augustus 1911) wordt gewijzigd als volgt :

De vrederechters nemen kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, in het geheel niet meer dan 2,500 frank

an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil.

Ils connaissent, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire, fondées sur les articles 212 et 214 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce.

Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 ci-après qualifié, dépasse ou ne dépasse pas 100 francs.

per jaar bedragende en gegrond op de artikelen 205, 206 en 207 van het Burgerlijk Wetboek.

Binnen dezelfde grenzen nemen zij kennis van de eischen tot bekoming van kostgeld, gegrond op de artikelen 212 en 214 van het Burgerlijk Wetboek, indien deze eischen niet in verband staan met eene rechtsvordering tot scheiding van tafel en bed of met eene rechtsvordering tot echtscheiding.

Zij doen uitspraak in eersten of in hoogsten aanleg, naar gelang dat het beloop van den eisch, overeenkomstig het hierna volgende artikel 27 bepaald, al of niet 100 frank overschrijdt.
